

Un projet de quotidien communiste en Bretagne à la Libération

Au fur et à mesure de la libération du territoire en 1944-1945, le parti communiste a retrouvé, dans le paysage politique de la France, une place dont il avait été exclu cinq ans auparavant, à la suite de son interdiction par le gouvernement Daladier. Fort du rôle qu'il avait joué durant l'Occupation pour combattre les Allemands et le gouvernement de Vichy, il estimait pouvoir développer son influence politique et ses activités. Un peu plus d'un an après la fin des hostilités, au cours d'une session tenue à Montreuil les 30 et 31 août 1946, le Comité central avait inscrit à son ordre du jour la question de la presse. La résolution adoptée en rappelait l'importance, en soulignant notamment qu'elle constituait pour le Parti «une arme incomparable dans sa lutte pour la défense des intérêts du Peuple et de la Nation contre les trusts et leurs serviteurs» et qu'elle devait «être toujours plus un moyen de grande valeur d'éducation et d'organisation des masses»¹.

Après la guerre, le Parti pouvait mesurer et apprécier les développements qu'il avait connus : «En 1936, constate Jacques Fauvet, il occupait trois places fortes : l'une industrielle, dans la région parisienne et dans le Nord ; l'autre rurale, dans le Centre ; la troisième, à la fois ouvrière et agricole, dans le Midi. En 1945, les trois zones n'en font qu'une de Dunkerque à Marseille. La Somme et l'Oise soudent le bassin minier à la banlieue parisienne que le Loiret relie au Massif Central tandis que, par la vallée du Rhône, le Midi fait bloc avec le Centre. Le domaine communiste est comme d'un seul tenant»². Cette observation vaut également pour les journaux qui se réclament de lui. Durant le Front Populaire, sa stratégie avait été de posséder un journal dans le plus grand nombre possible de départements. En 1939, 45 % d'entre eux possédaient un organe en propre contre

¹ *L'Humanité*, 4-6 septembre 1946.

² FAUVET, Jacques, *Histoire du Parti communiste français. Tome 2 : Vingt-cinq ans de drames 1939-1965*, Paris, Fayard, 1965, p. 165-166.

23 % en 1931³. Au lendemain de la Libération, cette tendance s'était encore accentuée puisque sept départements seulement n'avaient publié aucun journal du Parti entre 1944 à 1946⁴. Autre signe de l'influence grandissante de la presse du Parti : l'explosion du nombre de ses quotidiens. Alors qu'il n'en possédait que trois en 1939⁵, entre 1944 et 1946 ses fédérations en ont fait reparaitre ou créé 20⁶ auxquels il faut ajouter, à partir de 1945, 16 titres se réclamant du Front national⁷ et 8 des Comités départementaux de Libération dominés par le parti communiste⁸. Certes, quelques-uns de ces journaux ont eu une existence éphémère mais au moment où se tint la rencontre de Montreuil, 34 paraissaient encore⁹.

³ Cf. GUILLAUMA, Yves, *Presse et pouvoir de 1944 à 1958. Contribution à l'histoire de la presse sous la IV^e République*, thèse pour le doctorat de l'université Paris II, 1993, p. 122.

⁴ Les Hautes-Alpes, l'Ariège, le Gers, la Manche, l'Orne, la Vendée et le Territoire de Belfort. D'autres départements comme l'Allier, l'Aveyron, la Savoie ou la Seine-et-Marne ne possédaient pas non plus de titres se réclamant explicitement du parti communiste mais son influence s'y exerçait néanmoins par l'intermédiaire des titres du Front national ou des Comités de Libération où le Parti était majoritaire.

⁵ *L'Humanité*, *Ce Soir* à Paris et *L'Humanité d'Alsace et de Lorraine* à Strasbourg.

⁶ On peut classer ces titres de différentes manières :

- réparation sans modification de périodicité : *L'Humanité*, *Ce Soir*, *L'Avenir du Havre* ;
- réparation avec modification de la périodicité à la Libération : *Le Cri des Alpes-Maritimes*, remplacé par *L'Aurore* le 17 septembre 1944, *La Dépêche de l'Aube*, *Rouge-Midi* dans les Bouches-du-Rhône, *La Voix du Midi* en Haute-Garonne, *La Gironde populaire*, *Le Travailleur Alpin* dans l'Isère, *Le Cri du Peuple* dans la Loire, *La Voix du Peuple* dans le Puy-de-Dôme et dans le Rhône ;
- réparation après un changement de titre et de périodicité à la Libération : *Liberté* qui a paru sous le titre *Le Prolétaire* jusqu'à la guerre et *L'Enchaîné* dans la clandestinité ;
- parution ou réparation après avoir d'abord connu une autre périodicité à la Libération : *L'Étincelle* (Pau), *L'Humanité d'Alsace et de Lorraine*, *L'Avenir normand* (Rouen) ;
- parution après une fondation dans la clandestinité durant l'Occupation : *La Voix de la Moselle*.
- création à la Libération : *Les Charentes populaires*, *La Dordogne populaire*, *Les Landes populaires* (ces trois titres étaient des éditions de *La Gironde populaire*).

⁷ *Le Patriote niçois* et *Le Patriote-Soir* dans les Alpes-Maritimes ; *La Marseillaise* et *Midi-Soir* dans les Bouches-du-Rhône ; *Le Patriote du Sud-Ouest* en Haute-Garonne ; *La Victoire du Sud-Ouest* en Gironde ; *La Voix de la Patrie* dans l'Hérault, *Les Allobroges* dans l'Isère ; *Le Patriote de Saint-Étienne* ; *Le Patriote nivernais* ; *Nord libre* et son édition, *Le Patriote du Pas-de-Calais* ; *Le Patriote* dans le Puy-de-Dôme et dans le Rhône, *Front national* à Paris et *L'Écho du Centre-Valmy* dans la Haute-Vienne.

⁸ *La République nouvelle* dans l'Ain ; *Liberté en Armes* en Charente ; *La Renaissance républicaine du Gard* ; *Valmy* dans l'Allier ; *Le Patriote* en Corse ; *La Marseillaise du Berry* dans l'Indre, *La Nation* dans le Puy-de-Dôme et *Le Petit Varois* dans le Var.

⁹ N'existaient plus et n'avaient pas été remplacés au 1^{er} septembre 1946 : les trois éditions de *La Gironde populaire* (*Les Charentes populaires*, *La Dordogne populaire*, *Les Landes populaires*), *La Victoire du Sud-Ouest*, *Le Patriote nivernais*, *Nord libre*, *Le Patriote du Pas-de-Calais*, *Le Patriote* dans le Puy-de-Dôme et dans le Rhône. Était devenu hebdomadaire : *La Voix du Midi*.

Aussi, lorsque Léon Mauvais intervint à cette session en affirmant que «pour faire connaître, approfondir nos mots d'ordre, pour défendre les travailleurs des villes, des champs, les intérêts de notre peuple, de notre pays, pour développer, consolider notre influence, éduquer, organiser les masses et le Parti, pour répondre aux attaques dirigées contre notre Parti et ses militants, il n'y a pas une arme comparable à un journal, surtout quand celui-ci est un quotidien bien fait et bien diffusé»¹⁰, son propos tenait plutôt de la satisfaction du but atteint que de l'objectif visé.

La répartition de ces titres à l'intérieur du pays montre une présence du parti communiste dans l'ensemble des régions françaises, sauf dans deux d'entre elles : la Bretagne et les Pays de Loire. Toutes les deux manifestèrent cependant le désir de posséder leur quotidien. Si, dans les Pays de Loire, ce souhait ne s'est pas manifesté avec beaucoup d'intensité¹¹, en Bretagne, en revanche, il a mobilisé pendant quelques mois les énergies du Parti qui, par là, voulait à la fois marquer une évolution de son influence et de sa presse par rapport à ce qui existait avant la guerre. Ce projet, qui s'inscrit dans l'historiographie de l'implantation communiste en Bretagne, constitue également, malgré l'échec de la tentative, un épisode de l'ébullition qui a marqué le développement de la presse quotidienne dans l'Ouest à la Libération.

1. La presse communiste en Bretagne sous la III^e République

Au lendemain de sa naissance, dans la nuit du 29 au 30 décembre 1920, le parti communiste s'était doté d'une presse relativement nombreuse. À côté des titres qu'il avait créés à l'époque, il avait reçu aussi en héritage des journaux des fédérations qui abandonnaient la «Vieille

¹⁰ Cité dans Parti communiste français, *Juin 1945-juin 1947 : Du congrès de Paris au congrès de Strasbourg. Deux années d'activité pour la Renaissance économique et politique de la République française. Rapports du Comité central pour le XI^e congrès national du Parti Communiste, 25-26-27-28 juin 1947*, p. 357.

¹¹ On en trouve une allusion dans l'histoire de *La Résistance de l'Ouest*, le quotidien du Comité départemental de Libération de la Loire-Inférieure. Le 17 mars 1945, après bien des péripéties, quatre mouvements de Résistance, représentés au sein du CDL, Libération-Nord, le Front national, Libération Vengeance et le Mouvement de libération nationale, étaient parvenus à un accord, entériné par Michel Debré, commissaire de la République à Angers, pour constituer, à égalité, une société destinée à administrer le journal. Mais, bien vite, le Front national souhaite que la répartition des actions au sein de la société fût faite au prorata du nombre des adhérents que chaque mouvement possédait dans le département. Ce qui équivalait à lui donner la majorité. Devant le refus des trois autres mouvements, le Front national décida de se retirer du projet de constitution de la société en affirmant vouloir se consacrer à la transformation de son hebdomadaire, *Front !*, en quotidien.

Maison» pour adhérer à la Section Française de l'Internationale Communiste¹². Comme d'autres régions, la Bretagne a également connu les deux situations.

Dans l'Ille-et-Vilaine où, lors du congrès de Tours, «seule une petite majorité (8 mandats sur 15) est favorable à l'adhésion à la III^e Internationale»¹³, la section socialiste de Fougères éditait un organe bimensuel, *La Voix socialiste*, qui avait publié son premier numéro le 31 janvier 1920. Le journal parut jusqu'au 18 février 1922, animé par Louis Boudet, coureur en chaussures et fondateur à Fougères de la première section communiste du département, et par Louise Bodin, secrétaire fédérale. À partir du 4 mars 1922, il modifia son titre en devenant *La Voix communiste* et constitua alors, jusqu'à sa disparition le 14 janvier 1923, l'organe des fédérations communistes d'Ille-et-Vilaine, de la Mayenne et des Côtes-du-Nord¹⁴.

Dans le Finistère, le parti socialiste possédait *Le Cri du Peuple*. Le 3 octobre 1908, cet hebdomadaire avait succédé à *L'Égalitaire* qui avait été publié à Brest du 3 décembre 1905 au 12 septembre 1908. Au cours de la guerre de 1914-1918, l'Imprimerie populaire, éditrice du journal, était passée sous le contrôle des éléments les plus conservateurs du Parti représentés par Émile Goude, Ernest Hervagault et Hyppolite Simon¹⁵. Ceux-ci étaient devenus minoritaires après le congrès fédéral de Brest, le 5 décembre 1920, où la motion Cachin pour l'adhésion à la III^e Internationale avait obtenu 196 voix contre 78. À la suite du congrès de Tours, ils avaient conservé leur journal, obligeant le jeune parti à lancer un nouvel organe dans le département, *Germinal de Brest*, qu'ils avaient d'ailleurs projeté de créer avant la rencontre de Tours, comme en témoigne ce tract signalé par les Renseignements généraux : «Au moment où la Révolution russe se trouve de plus en plus menacée par toutes les réactions coalisées du monde, à l'heure où tous les militants sont appelés à se prononcer dans les sections et les fédérations socialistes, ainsi que dans les Fédérations syndicales et Unions départementales, sur l'adhésion à l'Internationale communiste, le comité de la III^e Internationale sent, plus que jamais, la

¹² Dans l'inventaire que nous avons réalisé à l'occasion de notre thèse, nous avons dénombré 23 créations et 34 titres provenant de l'héritage socialiste.

¹³ SAINCLIVIER, Jacqueline, *L'Ille-et-Vilaine 1918-1958. Vie politique et sociale*, Rennes, PUR, 1996, p. 96.

¹⁴ Cf. BUFFET, Henri-François, CARDOT, Charles, WATELET, Jean, *Bibliographie de la presse française politique et d'information générale 1865-1944. 35 : Ille-et-Vilaine*, Paris, Bibliothèque nationale, 1969, p. 60.

¹⁵ Pour la biographie des militants du Finistère, on se reportera à KERBAUL, Eugène, *1918-1945 : 1 640 militants du Finistère. Dictionnaire biographique de militants ouvriers du Finistère élargi à des combattants de mouvements populaires de Résistance, complété par les Cahiers de mise à jour de 1986 et 1988*, Bagnolez, chez l'auteur, 1985-1988, 288 p. + 64 p.

nécessité de dire aux militants toute la vérité par la voix d'un journal qui sera la propriété de tous et non de quelques-uns. Nous ne prétendons pas par là, bien entendu, nous substituer aux organismes déjà existants. *Germinal de Brest* sera donc notre porte-parole ; il s'efforcera d'être le journal hardi que tous les militants révolutionnaires désirent ardemment depuis si longtemps. [...] Aujourd'hui, nous invitons tous les camarades à nous soutenir dans cette entreprise. Qu'ils souscrivent et s'abonnent pour assurer l'existence de l'organe qui ne combattra que pour les idées de justice, de vérité et de fraternité. Le premier numéro de *Germinal* paraîtra lorsque vous nous aurez donné les moyens de le faire vivre»¹⁶. Il a publié son premier numéro le 5 février 1921. Il avait pour gérant Louis Le Troquer, originaire de Plouha, dans les Côtes-du-Nord, qui avait été auparavant responsable SFIO dans l'Eure et qui avait représenté ce département au congrès de Tours avant de venir s'installer à Brest fin 1920-début 1921. Sa rédaction était animée par Jean Le Tréis, surnuméraire au PTT, ancien rédacteur en chef du *Cri du Peuple* et secrétaire fédéral du parti communiste en 1921 et 1922. Ses éditoriaux, qui étaient très lus, étaient souvent l'occasion de polémiquer avec ses anciens amis, restés fidèles à la «Vieille Maison». L'existence du journal a été relativement courte puisqu'il a publié son dernier numéro le 30 décembre 1922. Cette disparition peut s'expliquer par les compromissions de ses principaux animateurs, en particulier de Louis Lalouët, le trésorier fédéral, qui écrivait notamment dans le journal des articles destinés au monde paysan, et de Louis Le Trocquer¹⁷. Bientôt sa rédaction se trouva également décapitée lorsque, en octobre 1922, l'administration des PTT suspendit Jean Le Tréis pour injure envers son ministre et qu'elle le muta à Lunéville.

La direction du parti communiste profita de cet arrêt de *Germinal de Brest*, qui était devenu *Germinal du Finistère* le 26 février 1921, pour réorganiser l'ensemble de la presse dans la région. Déjà le congrès administratif qui s'était tenu à Paris du 15 au 17 mai 1921, avait demandé la création d'union de fédérations dans le but de «concentrer tous les efforts de propagande par la parole et le journal de manière à éviter le gaspillage des énergies et de l'argent». Cette demande ne faisait en fin de compte que rap-

¹⁶ Rapport du 8 novembre 1920 du Commissaire spécial de Brest, Arch. dép. Finistère, 1 M 220.

¹⁷ Le premier se compromit le 18 septembre 1921 avec Yves Le Trocquer, ministre des Travaux publics, et le maréchal Foch, en visite au Huelgoat dont il était le maire. Le journal communiste, pour qui le ministre était «l'affameur et l'assassin des travailleurs» et le maréchal le symbole de «la boucherie de 14-18», écrivit dans son numéro du 24 septembre : «Nos amis n'ont pas appris sans tristesse que notre camarade Lalouët, oubliant les engagements sacrés qu'il avait pris en adhérant au parti communiste, n'a pas hésité à se commettre avec un ministre bourgeois célèbre depuis qu'à la classe ouvrière et aux cheminots en particulier, il a manifesté sa haine. Qu'ils ne se frappent pas. L'aberration d'un homme ne saurait effleurer notre idéal. Le communisme continue». Quant à Louis Le Trocquer, il s'avéra qu'il était payé par le directeur de *La Dépêche de Brest* pour le renseigner sur ce qui se passait dans les milieux ouvriers brestois.

peeler la dépendance de toutes les publications par rapport au Comité central, exigence qui se trouvait déjà posée pour adhérer à la III^e Internationale et qui avait été sans cesse rappelée à la suite du congrès de Tours¹⁸. Un autre élément permet d'expliquer l'évolution qui se produisit au début de 1923 dans la presse communiste. Depuis sa naissance à Tours, le parti était secoué par des tensions internes, en particulier au sujet de ses relations avec l'Internationale communiste. Pour Charles Rappoport, par exemple, qui fut membre du Comité directeur à partir de 1921 jusqu'au deuxième congrès national de Paris en octobre 1922, «un véritable révolutionnaire n'est esclave de personne ni de rien. Il n'obéit jamais aveuglément ni à Rome, ni à Moscou. La soumission est autre chose qu'une vertu révolutionnaire»¹⁹. Lorsque, à la fin de 1921, l'Internationale voulut imposer le Front unique, c'est-à-dire une alliance passagère avec les partis réformistes pour des actions ponctuelles et limitées, ce fut la consternation et la révolte chez les communistes français, ce qui eut pour but de provoquer une mise au pas de la part de Moscou. Amorcée par le III^e congrès de l'Internationale (22 juin-12 juillet 1921), elle fut exigée sans compromis possible seize mois plus tard, au cours du IV^e congrès qui commença ses travaux à Moscou le 8 novembre 1922, et fut mise en application au cours d'un Conseil national tenu par le Parti à Boulogne le 27 janvier 1923²⁰. On y

¹⁸ «La presse périodique et non périodique ainsi que toutes les publications du Parti, stipule la première condition pour adhérer à la III^e Internationale, doivent complètement dépendre du Comité central du Parti, même si, à ce moment là, l'ensemble du Parti est légal ou illégal. Il est inadmissible que les éditions puissent mésuser de leur autonomie pour conduire une politique qui ne réponde pas complètement à celle du Parti». La quatrième résolution votée à Tours, les articles 43 et 44 votés au congrès administratif de mai 1921 confirment également cette dépendance de la presse à l'égard du Parti. De même, la résolution adoptée au congrès de Marseille (25-30 décembre 1921) est également sans ambiguïté sur ce point. «Le congrès invite le Comité directeur à organiser le contrôle de la presse. Les journaux du Parti, *L'Humanité*, *L'Internationale*, *le Bulletin communiste*, doivent être dirigés et rédigés de telle sorte que nul ne puisse dire que des influences d'ordre personnel s'exercent sur eux. Les journaux politiques n'appartenant pas au Parti mais dirigés par des membres du Parti sont de droit soumis au contrôle. Il est inadmissible qu'ils puissent servir à attiser des conflits à l'intérieur du Parti en favorisant les polémiques personnelles ou à défendre une tactique opportuniste condamnée par le congrès de Tours et par l'Internationale. Le Comité directeur aura le devoir de prendre dans ce sens les décisions les plus énergiques et les plus rapides».

¹⁹ *L'Humanité*, 20 janvier 1922.

²⁰ Revenant sur les événements qui avaient marqué le Parti au cours de l'année 1923, Albert Treint, nommé secrétaire général en même temps que Louis Sellier après la démission d'Oscar-Louis Frossard le 4 janvier 1923, note dans son rapport politique pour le congrès de Lyon : «Lorsqu'en janvier, le Conseil national de Boulogne donna la direction du Parti à un groupe de camarades entièrement dévoués au communisme et à la Troisième Internationale, le Parti était dans un état alarmant d'inorganisation et d'incertitude dû à la fois à la crise terrible qu'il venait de traverser et à laisser-aller des chefs résistants qui venaient de nous quitter [...] Le Conseil national de Boulogne mit fin à la crise qui avait failli être mortelle pour le Parti. Les fractions cessèrent d'exister et les camarades restés fidèles à l'Internationale se mirent résolument au travail» (*Bulletin communiste*, 1, 4 janvier 1924, p. 32).

décida la création de 15 régions dans le but de faire disparaître «l'esprit localiste et fédéraliste»²¹, accusé par le secrétariat «de disperser les efforts et de favoriser les somnolences en même temps que l'électoratisme et le confusionnisme déprimants»²². Quant à la presse provinciale, qui «s'était développée anarchiquement depuis Tours», elle était réorganisée et orientée «vers la formule de grands hebdomadaires régionaux qui pourraient ultérieurement servir de base à des quotidiens ou à des éditions régionales de *L'Humanité*»²³.

En Bretagne, la nouvelle politique du Parti conduisit à la création de *La Bretagne communiste* qui a vu le jour à Rennes le 10 février 1923²⁴. L'opération fut réalisée par Louise Bodin qui continua d'animer le nouveau titre. Cependant, en 1923-1924, elle fut obligée d'interrompre ses activités, déjà minée par la maladie qui devait l'emporter le 3 février 1929. Elle fut alors remplacée par Paul Bazin²⁵ qui fit entrer Charles Tillon au journal pour «y assurer la chronique de la vie sociale»²⁶. Les sous-titres successifs du journal indiquent clairement les départements dans lesquels il était diffusé : «Organe mensuel du parti communiste français pour l'interfédération communiste de l'Ouest (Mayenne, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère et Morbihan)» puis «Organe bimensuel du parti communiste français (région rennaise, région bretonne, région de l'Atlantique)». Il eut d'abord pour gérant A. Catafort, puis, à partir du 1^{er} mai 1925, Jean-

²¹ TREINT, Albert, *op. cit.*, p. 33.

²² *L'Humanité*, 20 novembre 1923.

²³ TREINT, Albert, *op. cit.*, p. 33.

²⁴ La Loire-Inférieure qui a fait partie de la Bretagne jusqu'au décret du 30 juin 1941 du gouvernement de Vichy, possédait également un hebdomadaire communiste, *l'Ami du Peuple*, qui a paru à Nantes du 30 avril au 29 décembre 1921. Il fut ensuite remplacé par une édition de *l'Avant-Garde* (6 octobre 1922-23 avril 1932), publié à Tours. Celui-ci fut d'abord diffusé sur l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher, la Loire-Inférieure, les Deux-Sèvres et la Vendée. Après avoir absorbé *l'Anjou communiste* (mars 1921 - 22 septembre 1923) et *le Prolétaire de la Vienne* (6 novembre 1919 - 4 octobre 1923), il étendit aussi son influence sur le Maine-et-Loire et la Vienne.

²⁵ Né au Petit Quevilly le 11 juillet 1890 et ami personnel de Marcel Cachin, Paul Bazin fut, avec Robert Mellier et Maurice Dupuis, l'un des fondateurs du *Communiste de Normandie* qui a paru à Rouen du 20 août 1921 au 22 juillet 1922 et qui a fusionné avec *Le Populaire normand*, édité à Caen, et *Le Travailleur d'Eure-et-Loir*, publié à Dreux puis à Chartres pour former un organe interfédéral, *Le Communiste du Nord-Ouest*, diffusé à partir du 28 avril 1923 en Seine-Inférieure, dans l'Eure, l'Eure-et-Loir, le Calvados, l'Orne, la Manche et la Sarthe. En 1923, il devint secrétaire de la région bretonne puis son délégué permanent jusqu'à la suppression du poste, le 31 juillet 1924, pour des raisons financières. Il s'installa alors dans le département du Nord où il s'occupa, durant le mois de septembre, de l'administration du journal communiste *L'Enchaîné*, avant de devenir secrétaire à la propagande de la Fédération régionale (d'après le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, Paris, Éd. de l'Atelier, CD-ROM).

²⁶ TILLON, Charles, *On chantait rouge*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 51.

Marie Roux. Comme les autres organes du Parti, il dénonçait les guerres coloniales et apportait son soutien aux militants poursuivis par la police et emprisonnés. Sa durée de vie a été assez courte. Il a publié son dernier numéro le 4 décembre 1926 afin de laisser la place à un autre titre, *Le Prolétaire de l'Ouest*, auquel il était demandé de mettre en œuvre une nouvelle orientation du Parti.

Au bout de trois ans d'existence, celui-ci était loin d'avoir réalisé son unité. Sa direction en convenait lorsque, écrivant à l'occasion du congrès national de Paris, elle proclamait : «Notre parti, dans lequel les traditions idéologiques les plus diverses se rencontrent, a besoin d'une épuration idéologique rigoureuse. Ses jeunes cadres se forment à l'école du léninisme ; mais les anciens cadres devront passer par la même école. Avec 20 % de jaressisme, 10 % de marxisme, 20 % de léninisme, 20 % de trotskisme et 30 % de confusionnisme, le Parti ne deviendra ni révolutionnaire, ni bolchevik, ni capable de mener les masses prolétariennes et paysannes aux batailles décisives [...]. Le prochain congrès doit donner une impulsion vigoureuse dans ce sens et faire comprendre à tous les militants l'importance du mot d'ordre : Unité d'idéologie»²⁷. L'Internationale communiste en avait fourni la méthode. Le 21 janvier 1924, pendant que les dirigeants du parti communiste français laissaient éclater leurs tiraillements et leurs conflits au moment de III^e congrès tenu à Lyon du 20 au 24 janvier, le Comité exécutif de l'Internationale communiste décida que «la cellule d'usine» serait désormais la base de l'organisation communiste. Dans ses nouvelles thèses sur «la bolchévisation», le V^e congrès de l'Internationale, qui eut lieu à Moscou du 17 juin au 8 juillet 1924, confirma cette orientation et celle-ci fut adoptée le 12 août suivant par le comité directeur du PCF. Celui-ci, dans une circulaire adressée aux comités fédéraux et aux comités de section, demanda que la refonte de l'organisation du Parti fût terminée pour le 31 décembre de la même année²⁸. En fonction de cette orientation, on vit apparaître dans les journaux du Parti des articles signés par les «correspondants ouvriers», les «rabcords». Dans l'Ouest, comme dans les autres régions, les unions régionales CGTU fournirent d'abondantes chroniques. Mais bien vite les difficultés apparurent. Selon Eugène Kerbaul, «les trois Unions régionales unitaires

²⁷ *Cahiers du Bolchevisme*, 2, 28 novembre 1924, cité dans RACINE, Nicole, BODIN, Louis, *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, Armand Colin, 1972, p. 146.

²⁸ Le IV^e congrès national, qui s'est tenu à Clichy du 17 au 21 janvier 1925 et que l'on a appelé le congrès de la «bolchévisation», a repoussé cette réorganisation du Parti au 1^{er} avril 1925. Sur cette question de la «bolchévisation du Parti», sur laquelle Albert Treint avait déjà publié un article («Dans la voie tracée par Lénine») dans le *Bulletin communiste* du 28 mars 1924, on retiendra que le 21 novembre de la même année, le Parti a lancé une publication intitulée les *Cahiers du bolchevisme* qui porte en sous-titre : «Organe théorique du parti communiste français (S.F.I.C.). Objectif : réaliser la bolchevisation du Parti».

avaient des minorités anarcho-syndicalistes importantes et actives qui supportaient mal le voisinage politique du PC dans une même publication²⁹. La diffusion dans les entreprises et dans les usines s'en ressentait et bien vite, comme beaucoup de ses confrères communistes de l'époque, *Le Prolétaire de l'Ouest* connut des difficultés financières telles qu'il fut obligé d'arrêter sa parution³⁰. Son dernier numéro est daté du 12 mars 1927.

Six mois plus tard, la Région communiste de l'Ouest décida de se doter d'un nouvel hebdomadaire intitulé *La République ouvrière et paysanne*. Son premier numéro parut à Rennes le 3 septembre 1927 sous la direction d'Eugène Le Moign. Ce cheminot, né à Brest en juillet 1901, avait été secrétaire de la section communiste du Mans avant de venir à Rennes où il avait assuré l'administration de *La Bretagne communiste*. En 1926, il avait été désigné par le Parti pour prendre la succession de Louise Bodin comme secrétaire fédéral. Sa tâche ne fut pas facile malgré une diffusion désormais étendue à la Mayenne et à l'Orne en plus des cinq départements bretons. La nouvelle stratégie définie par l'Internationale et concrétisée par le mot d'ordre «classe contre classe» isolait le Parti. La diffusion du journal restait faible³¹ et les amendes de toutes sortes qui le frappaient creusaient sa trésorerie. Enfin, la démission de Georges Carré qui avait été nommé secrétaire de la région Ouest «en mars 1927 afin de parfaire la bolchévisation du parti»³², lui porta un coup fatal. Il a publié son dernier numéro le 28 novembre 1930 et, après sa disparition, le parti communiste n'éditait plus un seul journal sur la région.

Mis à part des organes locaux comme *Le Pionnier rouge*, une feuille ronéotée que la cellule de Dinard a diffusée irrégulièrement entre juin 1932 et décembre 1935³³ et *Le Semeur du Trégor*, l'organe de défense ouvrière et paysanne publié par le rayon de Guingamp, qui a publié

²⁹ *Note de lecture sur le catalogue des publications du Finistère de la Bibliothèque nationale : erreurs et oublis*, 9 pages manuscrites, Archives Eugène Kerbaul.

³⁰ «On compte 27 régionaux dont le budget se chiffre avec un déficit global d'environ 800 000 francs», note le dissident Maurice Laporte dans son livre *Les Mystères du Kremlin*, 2^e éd. revue et augmentée, la Renaissance moderne, 1928, p. 86.

³¹ Dans sa *Note de lecture (op. cit.)*, Eugène Kerbaul indique que, dans le Finistère, 50 exemplaires étaient vendus à la criée chaque dimanche à Quimper et un peu moins dans des villes comme Brest, Morlaix, Douarnenez et Concarneau. La rubrique départementale, ajoute-t-il, ne reflétait pas suffisamment la vie du Parti dans le Finistère et le réseau des correspondants était insuffisant en nombre et en qualité.

³² SAINCLIVIER, Jacqueline, *op. cit.*, p. 103, qui ajoute que Georges Carré écrit en décembre 1928 et janvier 1929 dans *L'Ouest-Éclair* une série de six articles portant sur l'organisation du Parti en Ille-et-Vilaine. Les adhérents qui étaient au nombre de 91 répartis en 7 cellules en 1928, n'étaient plus que 50 à la fin de janvier 1929.

³³ Selon Jacqueline Sainclivier, ce journal a eu en tout 12 numéros (Id., p. 104, note 135).

quelques numéros en 1934³⁴, il a fallu attendre 1935 pour voir de nouveau un journal communiste assurer une diffusion sur plusieurs départements de la Région³⁵.

Au début des années 30, les effectifs du parti communiste en Bretagne étaient au plus bas. La répression qui frappait ses militants et le refus des patrons de les embaucher avaient contraint beaucoup d'entre eux à aller chercher du travail dans la région parisienne. Selon Eugène Kerbaul, «la Région bretonne Finistère-Morbihan ne groupait au début de 1934 que 130 adhérents, répartis surtout dans la zone côtière du Sud-Finistère»³⁶. Pourtant, à certains signes, ils entrevoyaient l'espoir de sortir de leur semi-clandestinité et de retrouver une nouvelle combativité. En novembre 1934, le Bureau politique leur envoya Auguste Havez, un proche de Maurice Thorez, qui avait occupé jusque-là d'importantes fonctions dans le Parti³⁷. D'autre part, des pourparlers furent engagés à la fin de février 1935 avec la section finistérienne du parti socialiste en vue d'une politique d'union sur le plan local et aboutirent quelques mois plus tard. En juin 1935, sous l'impulsion d'Auguste Havez, une conférence régionale à Quimper décida de la création d'un nouvel hebdomadaire régional dès que ses moyens de financement auraient été trouvés. «Un soir de septembre 1935, raconte encore Eugène Kerbaul, dans l'arrière salle du café «À l'Arrivée», place de la gare à Quimper, il y eut une nouvelle réunion des responsables. Il y avait là Auguste Havez, venu en tant que membre du Comité central, Alain Signor, secrétaire régional, Éric Texier, trésorier, Alain Le Lay et Albert Jaouen. Il fut décidé que le nouvel hebdomadaire prendrait le nom de *La Bretagne ouvrière, paysanne et maritime*. Une souscription est décidée. Dès que la somme de 2 000 F sera recueillie, le nouvel organe paraîtra. Et comme l'optimisme règne, on prépare tout de suite le premier numéro. Les marins-pêcheurs du Sud-Finistère sont les meilleurs donateurs et les listes de souscription, souvent tachées de cambouis, totalisent la somme nécessaire en quelques jours seulement. Havez part avec la copie pour Rennes où

³⁴ Les Archives départementales des Côtes-d'Armor ne possèdent que le septième numéro, daté de septembre 1934.

³⁵ Contrairement à ce que laisse supposer son titre, le journal *La Charrue rouge*, dont les sous-titres furent «Organe de défense paysanne, maritime et ouvrière» puis «Organe de défense paysanne, maritime et ouvrière et de tous les travailleurs manuels et intellectuels. Organe du bloc ouvrier et paysan», ne fut pas un journal communiste mais se réclamait de l'aile gauche de la SFIO. Il a été fondé à la suite de divergences à l'intérieur du parti socialiste dans le département des Côtes-du-Nord et il a été publié à Lannion du 1^{er} septembre 1930 au 8 septembre 1937, sous la direction d'Augustin Hamon.

³⁶ KERBAUL, Eugène, *Chronique d'une section communiste de province (Brest janvier 1935-janvier 1943)*, Bagnolez, chez l'auteur, 1992, p. 33.

³⁷ Voir sa biographie par Claude Penneret dans le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, Paris, Éd. de l'Atelier, CD-ROM et dans GOTOVITCH, José, NARINSKI, Mikhaïl et alii (Dir.), *Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, Paris, les Éd. de l'Atelier, 2001, p. 326-327.

il a déjà contacté un imprimeur qui accepte de travailler pour les communistes»³⁸. De la parution de son premier numéro le 5 octobre 1935 jusqu'à sa disparition en septembre 1939³⁹, la direction politique du journal a été assurée par Alain Signor et la rédaction en chef par Alain Le Lay. Ambroise Bazin, secrétaire de l'Union locale CGTU de Douarnenez se chargea de son administration, mais le congrès de la réunification syndicale du Finistère qui se tint à Brest le 7 décembre 1935 et qui interdit le cumul des fonctions politiques et des responsabilités syndicales, l'obligea à démissionner. Il fut remplacé par Jean Le Coz, conseiller municipal à L'échiagat.

Le journal qui contenait des informations locales du Finistère et du Morbihan, élargies en 1936 aux Côtes-du-Nord⁴⁰, connu jusqu'à sa disparition un tirage moyen de 5 600 exemplaires diffusés principalement par la vente militante. Après son interdiction par le gouvernement Daladier, il reparut dans la clandestinité. Au moins 7 numéros furent publiés à partir de mars 1941⁴¹. Cette parution clandestine lui donnait évidemment le droit

³⁸ KERBAUL, Eugène, *ibid.*, p. 33. Dans son numéro du 4 janvier 1936, *la Bretagne ouvrière* rendit ainsi hommage au travail accompli par Auguste Havez à la veille de son retour dans la région parisienne : «Membre du Bureau régional du parti, il apporta sans réserves le concours de sa solide expérience aux militants de la région. Il savait encourager, entraîner, convaincre. Et si la région bretonne est aujourd'hui puissante, le mérite en revient pour une large part à notre camarade. Nous n'oublions pas non plus que c'est lui qui a présidé à la naissance de notre *Bretagne*, qui en a guidé les premiers pas, qui en a assuré l'existence par son travail inlassable. Malgré la fatigue souvent extrême, malgré la maladie, toujours nous le trouvions à son poste, plein de cet optimisme qu'il savait si bien faire partager par nous tous».

³⁹ À la suite de l'interdiction du parti communiste et de toutes ses publications le 26 août 1939, Eugène Kerbaul, membre du comité de rédaction du journal fut chargé «d'aller demander aux ouvriers de l'Imprimerie coopérative de la rue Kléber d'assurer le tirage qui se trouvait sous presse – et ce en dépit de l'interdiction gouvernementale. Tous acceptèrent sans hésitation ! Le journal, l'encre encore fraîche, sera réparti par petits paquets entre des équipes de militants, dirigés par Henri Mesnès, qui iront le diffuser dans la rue à la criée. Il n'y aura aucun invendu, ce journal qu'on venait d'interdire suscitait la curiosité» (KERBAUL, Eugène, *1918-1945, 1640 militants du Finistère*, p. 128).

⁴⁰ Au moment du Front populaire, la géographie de la région communiste de l'Ouest avait été réorganisée. La conférence régionale de Saint-Brieuc, fin septembre 1935, avait séparé les Côtes-du-Nord de l'Ille-et-Vilaine (cf. PRIGENT, Alain, *Histoire des communistes des Côtes-du-Nord (1920-1945)*, Saint-Brieuc, Imprimerie Jacq, 2000, p. 103) ; de son côté, vers 1937, l'Ille-et-Vilaine était détachée de la Mayenne Cf. BOUGEARD, Christian, et SAINCLIVIER, Jacqueline, «Terres rouges et terres blanches dans l'Ouest : la Bretagne» dans RIOUX, Jean-Pierre, PROST, Antoine, AZÉMA, Jean-Pierre, *Les communistes français de Munich à Châteaubriant*, Paris, Presses de la Fondation nationale de Sciences politiques, 1987, p. 326.

⁴¹ Contrairement à R. et P. ROUX-FOUILLET, *Catalogue des périodiques clandestins (1939-1945)*, Paris, Bibliothèque nationale, 1954, p. 20, qui datent la parution du premier numéro clandestin d'avril 1941, Eugène Kerbaul établit comme suit la liste des numéros parus sous l'Occupation : n° 1, mars 1941 ; n° 2, avril 1941 ; n° 3, mai 1941 ; n° 4, fin juin 1941 ; un supplément (ronéotypé) au n° 4, fin juin ; n° 5, juillet 1941. On n'a pas retrouvé les numéros d'août, septembre et octobre 1941. Pour novembre 1941, on a retrouvé un numéro spécial (très important) pour la Loire-Inférieure qui suit immédiatement l'exécution du lieutenant-colonel allemand Holtz. On n'a pas retrouvé le numéro de décembre 41 et janvier 42. On ignore combien de numéros il y eut après et même s'il y en eut» (*Note de lecture...*).

de reparaître à la Libération. Mais, en 1944, le visage de la presse communiste en Bretagne s'était modifié par rapport à 1939. D'autre part, le contexte dans lequel elle pouvait paraître, était également différent.

2. Une situation nouvelle

La percée d'Avranches, le 31 juillet 1944, permit à la Deuxième Armée américaine, commandée par le général Patton, et à la résistance intérieure de libérer la Bretagne en une quinzaine de jours, mises à part les poches du littoral où les Allemands se retranchèrent pour résister autour des ports de Saint-Malo, Brest, Lorient et Saint-Nazaire⁴². Comme dans les autres régions, au fur et à mesure de leur libération, la presse a également fait l'objet d'une nouvelle donne en Bretagne. Suivant les instructions du *Cahier bleu*, les titres qui avaient continué leur parution durant la guerre furent interdits, tandis qu'une nouvelle presse voyait le jour, autorisée par les nouvelles autorités qui avaient remplacé les représentants du gouvernement de Vichy en attendant l'arrivée en France du Gouvernement d'Alger : le commissaire de la République, Victor Le Gorgeu, ancien maire de Brest et ancien sénateur, le délégué à l'Information, Henri Fréville, professeur d'histoire au lycée de Rennes avant la guerre, et la Mission militaire presse, radio, cinéma (Mission PRC) dirigée par le commissaire de la marine Jean-Philippe Lepêtre⁴³.

Fort de ses engagements dans la Résistance et du nombre croissant de ses adhérents, le parti communiste avait décidé de modifier sa propagande par la presse en Bretagne. Au lieu de publier un organe régional, il décida de doter chacun des quatre départements d'un hebdomadaire qui lui serait propre. De ce fait, il paraissait difficile de faire reparaître *La Bretagne*

⁴² Cf. ARON, Robert, *Histoire de la libération de la France, juin 1944-mai 1945*, Paris, Fayard, 1959, p. 176-222 ; BAUDOT, Marcel, *Libération de la Bretagne*, Paris, Hachette, 1973, p. 75-165. Saint-Malo fut libéré le 2 septembre et Brest, le 9 septembre 1944. Mais les poches de Lorient et de Saint-Nazaire ne furent réduites que les 7 et 8 mai 1945.

⁴³ En 1940, Jean-Philippe Lepêtre se trouvait en poste à Casablanca comme officier de réserve au commissariat de la Marine. Après sa démobilisation, il est entré, à Rabat, dans l'administration du Commerce et du Ravitaillement comme chef de cabinet du directeur de la Marine marchande chérifienne, poste dont il a démissionné le 20 avril 1942. En novembre 1942, il a pris le contrôle du quotidien *La Presse marocaine* dont il a fait un organe gaulliste puis a rejoint le général de Gaulle à Londres à la fin de 1943. En raison de sa connaissance du fonctionnement de la *Psychological Warfare Section* (PWS) et de l'*Office War Information* (OWI) sur lesquels il s'était appuyé en Afrique du Nord, il fut nommé à la tête de la mission PRC qui était rattachée à la Mission Militaire de Liaison Administrative (MMLA), créée par l'ordonnance du 2 octobre 1943 et dirigée par le commandant Claude Hettier de Boislandbert. Cf. LEPETRE, Jean-Philippe, «1944 : la résurrection de l'État». Propos recueillis par Catherine Trouiller, *Espoir*, Revue de l'Institut Charles de Gaulle, n° 98, juillet 1994, p. 105-116.

ouvrière, paysanne et maritime au grand jour. Il fut remplacé dans le Finistère par *L'Aurore*. Un communiqué publié dans le premier numéro, le 9 septembre 1944, informait les militants de cette continuité entre les deux titres. «*L'Aurore* est la continuation de notre journal qui paraissait avant la guerre sous le titre *La Bretagne*. Il a continué dans l'illégalité. Chaque département de Bretagne ayant son journal propre, nous nous voyons dans l'obligation de changer de titre afin d'éviter toute confusion»⁴⁴. Les premiers numéros qui furent ainsi publiés au grand jour parurent sans avoir reçu l'autorisation préalable nécessaire. Ce qui ne manqua pas de susciter quelques tensions avec le gouvernement qui aurait voulu le voir interrompre sa publication. Finalement, ses dirigeants acceptèrent de se plier à la règle commune, non sans avoir protesté de façon véhémement contre le manque de liberté qui leur était imposé. «Nous avons sollicité cette autorisation le 16 octobre dernier et depuis nous attendons. Nous regrettons vivement cette sentence administrative. La presse patriote clandestine ne s'attendait pas à de telles brimades et nos lecteurs manifestent violemment contre cette incurie. Devrons-nous retourner à la clandestinité ? Nous désirons, comme tous les patriotes, rester dans la légalité et nous vous saurions gré de stimuler les services responsables. Nous protestons également contre la périodicité et le format des hebdomadaires dans la région de Rennes. Un numéro tous les 15 jours, format 32/44. Nous faisons mieux sous le règne de Pétain-Laval»⁴⁵. Après avoir paru comme bimensuel du 9 décembre 1944 au 17 février 1945 avec un tirage fixé à 12 000 exemplaires, *L'Aurore* devint hebdomadaire à compter du 24 février.

Dans l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-du-Nord et le Morbihan furent créés trois autres titres, *Le Réveil*, *L'Aube nouvelle* et *L'Espoir*, que le commissaire de la République autorisa à paraître le 4 octobre 1944 pour les deux premiers et le 11 octobre pour le troisième, avec un tirage de 7 500 exemplaires chacun⁴⁶. Ils pouvaient se prévaloir d'une parution clandestine pour faire valoir leurs droits. Le premier fut publié à Saint-Brieuc⁴⁷, d'abord sous la direction d'Albert Segot, puis de Pierre Moalic à partir de février 1945 jusqu'à son retour dans le Finistère en 1947. Le second parut d'abord à Pontivy⁴⁸ où se trouvait le siège régional du Parti avant son transfert à Vannes au début de l'année 1945. Il fut animé par Louis Guiguen, direc-

⁴⁴ Ce numéro porte le n° 7. Si l'on ne tient pas compte dans la numérotation du journal du supplément au n° 4 de *La Bretagne ouvrière* clandestine, il est raisonnablement permis de penser que ce journal n'a pas publié d'autres numéros après novembre 1941. Cf. note 41.

⁴⁵ Lettre du 28 novembre 1944, Arch. nat., F 41 1082.

⁴⁶ Arrêtés n° 212 et 254 publiés dans le *Bulletin officiel du Commissariat régional*, n° 6, 7 octobre 1944, p. 3 et n° 8, 21 octobre 1944, p. 42.

⁴⁷ Les 7 premiers numéros ne sont pas datés. Le n° 8 a paru le 3 novembre 1944.

⁴⁸ La collection de la BNF et celle des Archives départementales du Morbihan commencent toutes les deux avec le numéro 42 daté du 11 février 1945.

teur politique, Armand Conan, rédacteur en chef, remplacé par René Le Quément à partir du 8 juillet 1945, et Henri Le Mouël, gérant. Le parti disposait également à Pontivy d'un journal local, *Les Nouvelles pontivyennes et des environs* que Marcel Audran, typographe et secrétaire, en 1939, de la cellule communiste de Bolhuet dite «cellule Maurice Thorez»⁴⁹, fit paraître pendant un peu plus de deux ans, d'abord sans autorisation, à partir du 12 août 1944. «Notre gazette, écrit-il dans l'éditorial du premier numéro, est l'enfant de la Libération nationale. Elle croit avoir sa place à la table de famille sans concurrencer personne. Elle ne veut pas connaître d'ennemis. Elle aura peut-être des adversaires. En tout cas, l'esprit démocratique inné dans l'âme pontivyenne et qui va présider à la Victoire Finale Interalliée, continuera à présider à sa direction politique»⁵⁰. Après avoir été informé par le délégué départemental à l'Information, Hubert Latouche, qu'il devait se conformer à la législation en vigueur, il arrêta sa publication jusqu'à l'obtention de l'autorisation préalable, délivrée le 11 octobre 1944 par un arrêté du commissaire de la République à Rennes. Son tirage était de 1 000 exemplaires. À Rennes, le Parti lança *Le Réveil* qui fit paraître son premier numéro le 19 octobre. Sa direction politique était assurée par Roger Perennez, employé des P.T.T. à Rennes qui avait remplacé au secrétariat régional Émile Drouillas lorsque celui-ci fut arrêté le 30 juin 1941 avant d'être déporté à Auschwitz le 6 juillet suivant et d'y mourir du typhus le 1^{er} octobre 1942. À la tête de sa rédaction se trouvait Marcel Guillon, remplacé à son départ au service militaire par M. Launay, ancien déporté politique. Comme les titres des trois autres départements, il dut paraître d'abord exceptionnellement comme bimensuel et limiter son tirage à 7 500 exemplaires.

3. Un vide : l'absence d'un quotidien de gauche

Dès l'arrivée des troupes alliées à Rennes, le 4 août 1944, la délégation à l'Information et la mission PRC avaient interdit les quatre quotidiens qui s'étaient compromis en continuant de paraître durant la guerre, et les avaient remplacés, conformément aux instructions du *Cahier bleu*, par des journaux patriotes animés par des équipes nouvelles, du moins au niveau de leurs directions. À Rennes *Ouest-France* remplaça *L'Ouest-Éclair* le 7 août et *La Voix de l'Ouest* se substitua au *Nouvelliste de Bretagne* le 19 septembre. En hommage aux résistants du mouvement Défense de la France, un troisième quotidien, portant le même titre que le mouvement, fut également autorisé à paraître à Rennes du 8 août au 15 septembre en

⁴⁹ *Dictionnaire du monde ouvrier*, CD-Rom.

⁵⁰ Cité dans FLOQUET, Charles, *Pontivy au cours des siècles. Notes chronologiques pour servir à l'histoire de Pontivy*, Marseille, Éd. Jeanne Laffitte, 1970, p. 210.

attendant d'aller rejoindre Paris où un quotidien portant le même nom paraissait depuis le 22 août. À Vannes, *Le Morbihan libéré* qui devint *La Liberté du Morbihan* au bout de 15 jours, s'installa dans les locaux du *Nouvelliste du Morbihan* le 6 août et, à Morlaix, *Le Télégramme de Brest et de l'Ouest* prit la suite de *La Dépêche de Brest* à partir du 18 septembre 1944.

Si les nouvelles autorités pouvaient s'estimer satisfaites de ce que l'avènement de la nouvelle presse, préparé dès 1943 par Henri Fréville⁵¹, s'était passé sans heurts, les changements opérés laissaient néanmoins un sentiment d'inachevé. En n'acceptant que la parution de quatre quotidiens, en référence à la situation qui existait dans la région en 1939, la Commission PRC et la Délégation régionale de l'Information trouvaient sans doute une solution provisoire à la pénurie du papier. Mais, ainsi, elles ne répondaient pas, par exemple à Rennes, à la recommandation du *Cahier bleu* qui demandait aux nouvelles autorités mises en place à la Libération de «tenir compte des grandes tendances entre lesquelles se partage traditionnellement l'opinion française». L'autorisation de paraître donnée à *Ouest-France* puis à *La Voix de l'Ouest* ne prenait pas en compte les besoins et les aspirations d'un lectorat de gauche, en particulier d'un lectorat de sensibilité communiste dont tous les observateurs remarquaient l'activité croissante et l'évolution du nombre de ses adhérents depuis la Libération. Or, mise à part la cruciale question de la pénurie de papier⁵², il était d'autant plus facile de répondre positivement à d'éventuelles demandes que l'imprimerie rennaise où avait été publié *L'Ouest-Journal* avant la guerre et qui était la propriété du *Petit Parisien*, demeurait inoccupée⁵³.

⁵¹ Cf. FRÉVILLE, Henri, Rapport du 18 septembre 1944 au ministre de l'Information, Arch. nat., F 41 427 ; *Idem*, *La Presse bretonne dans la tourmente (1940-1946)*, Paris, Plon, 1979, p. 71-104.

⁵² Sur la crise du papier journal en Bretagne au lendemain de la Libération, cf. notre communication au colloque de l'Institut français de presse : «Les difficultés de la distribution de la presse à la Libération : l'exemple de la Bretagne» dans FEYEL, Gilles (dir.), *La distribution et la diffusion de la presse, du XVIII^e siècle au III^e millénaire*, Paris, Éd. Panthéon-Assas, 2001, p. 269-273.

⁵³ *L'Ouest-Journal* a paru à Rennes du 10 mars 1931 au 30 novembre 1936. Il avait été créé par un certain nombre de personnalités de gauche, dont Louis Loucheur, par ailleurs actionnaire majoritaire dans le capital du *Petit Journal*, et il était devenu, en même temps que son imprimerie, la propriété de Pierre Dupuy. (Sur les raisons de la présence du groupe du *Petit Parisien* dans ce quotidien et dans d'autres feuilles de province, voir ALBERT, Pierre, *Histoire générale de la presse française. Tome 3 : de 1871 à 1940*, Paris, PUF, 1972, p. 514-515). Après l'arrêt du journal et la liquidation de sa société éditrice, les dirigeants du *Petit Parisien* décidèrent de maintenir les installations du journal en état de fonctionnement et, au moment de la débâcle en 1940, y publièrent quelques numéros de leur quotidien parisien avant de se replier sur Bordeaux. L'entreprise fut ensuite réquisitionnée par les Allemands qui y publièrent un journal pour la marine. À la suite du bombardement de ses installations, *La Dépêche de Brest* y fut également imprimée pendant quatre mois. Les dirigeants de la Bretagne prirent aussi des contacts avec la direction de l'entreprise pour y tirer leur journal mais les négociations n'aboutirent pas et *La Bretagne* fut tirée sur les presses de *L'Ouest-Éclair*.

Le premier à dévoiler ses intentions fut Charles Fredouët. Typographe puis linotypiste et photographe au début de sa vie professionnelle à l'imprimerie Oberthur à Rennes, il fut ensuite journaliste à *L'Ouest-Éclair* dont il assura le secrétariat général jusqu'à 1929. À cette date, il prit la direction du *Nouvelliste du Morbihan* puis revint à Rennes en 1931 prendre celle de *L'Ouest-Journal* dès sa fondation. En 1936, quand la Société des Publications et d'Éditions de l'Ouest décida d'arrêter le journal, il fut maintenu à la direction de l'usine comme conseiller technique. Plus tard, il se porta acquéreur du titre⁵⁴ et publia même un numéro dans la clandestinité le 18 mars 1944. Comme il ne s'était pas compromis avec l'occupant et que son journal avait été arrêté bien avant la guerre, sa demande de réparation, remise au délégué régional de l'Information le 7 août 1944, était légitime et entraînait parfaitement dans le cadre prévu par la nouvelle législation en vigueur. Si, dans sa réponse du 28 août 1944⁵⁵, H. Fréville se déclara dans l'impossibilité d'accéder à sa demande en raison des accords passés entre les autorités alliées et les autorités françaises qui limitaient provisoirement à quatre le nombre des quotidiens autorisés en Bretagne, il ne s'opposait pas, en revanche, à l'examen de son dossier en vue d'une réponse positive dès que l'amélioration des conditions d'approvisionnement en papier le permettrait ni à la parution du journal avec une autre périodicité en attendant cette date. Après un avis favorable du Comité de presse dans sa délibération du 2 octobre 1944, un arrêté du 6 octobre autorisa le journal à paraître bimensuellement sur un format 32/44. Le journal publia son premier numéro le 22 octobre suivant avec cette vignette à gauche du titre : «Bimensuel aujourd'hui, hebdomadaire demain, quotidien après-demain».

À la mi-octobre, aucune opposition de principe ne s'était donc manifestée contre l'occupation des locaux du *Petit Parisien* par *L'Ouest-Journal*, ni contre la parution de ce dernier comme quotidien dès que les conditions économiques le permettraient. Quelques membres du comité de Presse avaient simplement manifesté des réserves parce que M. Fredouët ne représentait pas «une personnalité morale», que le journal était sa propriété personnelle et qu'elles s'interrogeaient sur l'origine des fonds qui lui avaient permis d'acquiescer le titre. Aussi, lorsque, en novembre 1944, il présenta une nouvelle demande d'autorisation pour faire paraître quotidiennement son journal, le comité de Presse et le délégué régional de

⁵⁴ Sur ce rachat, Charles Fredouët s'est expliqué auprès de ses lecteurs dans un éditorial intitulé «Résurrection» lorsque le journal reparut le 22 octobre 1944, en écrivant notamment : «*L'Ouest-Journal* cessa de paraître. Allions-nous rester impassible, nous qui l'avions mis au monde et lui avions consacré le meilleur de nous-même, devant un destin aussi injuste que cruel ? Cela ne se pouvait ; et dès l'instant où le titre, par le jeu des lois en vigueur, fut tombé dans le domaine public, nous le reprîmes pour notre compte».

⁵⁵ Arch. nat., F 41 1473.

l'Information souhaitèrent que le ministère de l'Information prît position en envoyant «sur place un délégué qui s'informerait impartialement de la situation, s'entendrait éventuellement avec la Fédération de la Presse et trancherait d'une façon définitive et impartiale»⁵⁶. Mais, entre la parution du premier numéro de *L'Ouest-Journal* et la nouvelle demande de M. Fredouët, de nouveaux éléments étaient venus compliquer une prise de décision sur ce dossier. En effet, d'autres voix se firent entendre pour réclamer l'autorisation de publier un quotidien et de l'imprimer sur les presses de l'ancien *Petit Parisien*. Il y eut d'abord celle des fédérations socialistes de Bretagne qui se regroupèrent autour de Yves Lavoquer, professeur au lycée Le Bras à Saint-Brieuc durant l'Occupation et membre du Comité départemental de Libération des Côtes-du-Nord à la fin de la guerre. Elles souhaitaient créer un grand quotidien de gauche, d'inspiration socialiste mais ouvert à tous les Républicains, *Le Socialiste de l'Ouest*. De son côté, le Front national, emmené par André-Paul Mussat, agrégé de l'Université, revendiquait aussi l'attribution d'un journal, estimant que *Le Télégramme de Brest* et *Ouest-France* ne reflétaient pas les idées du Mouvement. Enfin, Pierre Heger, ancien professeur au collège de Vitré et directeur de l'hebdomadaire *Vent d'Ouest*, manifesta à son tour au début du mois de décembre, au nom du Mouvement de Libération nationale, le désir de voir le Mouvement de Libération nationale qu'il représentait, disposer d'un quotidien.

Face à cet afflux de demandes, le ministère de l'Information prit position le 6 décembre 1944 dans une lettre au délégué de l'Information à Rennes⁵⁷. Tout en affirmant la nécessité de doter la région bretonne d'un organe de gauche pour offrir à une partie importante de l'opinion de la région la possibilité de s'exprimer, il se voyait, pour des raisons techniques, et à cause de la pénurie de papier, dans l'impossibilité de satisfaire les trois demandes. C'est pourquoi, il proposa à la direction de l'Information de réunir les différentes parties en présence pour voir si elles pouvaient arriver à un accord pour la publication d'un journal commun où chacune pourrait exposer ses idées⁵⁸. Une première rencontre eut lieu le 6 janvier 1945 dans le cabinet du commissaire de la République mais chacun resta sur ses

⁵⁶ Lettre du 14 novembre 1944 du délégué régional de l'Information au ministre de l'Information, Arch. nat., F 41 427.

⁵⁷ Arch. nat., F 41 1473.

⁵⁸ Cette proposition montre que le ministère de l'Information était loin d'avoir, à l'époque, une attitude bien définie au sujet de la politique à appliquer à l'égard des titres. Ainsi, mis à part *l'Union* à Reims, les journaux se réclamant des comités de Libération et où cohabitaient différentes tendances politiques furent tous supprimés ou donnés à un parti politique bien déterminé au cours du premier semestre 1945. Ce fut notamment le cas pour *La Résistance de l'Ouest* à Nantes, *Le Courrier de l'Ouest* à Angers... Pour l'Allier, voir notre article, «La presse des Comités de Libération dans l'Allier», *Les Cahiers bourbonnais*, n° 172, été 2000, p. 49-56 ; n° 173, automne 2000, p. 49-54.

positions. Pour tenter de rapprocher les points de vue, une seconde réunion se tint le 12 janvier, sous les auspices du Comité départemental de Libération d'Ille-et-Vilaine. Le parti communiste y rappela qu'initialement il n'avait pas fait valoir ses droits pour laisser plus de chances à la solution d'un journal qui serait soutenu par la Résistance, sous la houlette du Front national et du Mouvement de Libération nationale, mais qu'en l'absence de toute démarche de ces derniers, il était prêt à se rapprocher du parti socialiste. La position de Yves Lavoquer pour qui le nouveau quotidien devait principalement représenter la tendance socialiste et essayer de regrouper autour d'elle tous les républicains, fit comprendre au parti communiste que s'il pourrait collaborer à la rédaction du futur journal, il ne jouerait jamais aucun rôle dans sa direction et son administration. La question de la parution d'un quotidien de gauche se trouva de nouveau évoquée les 13 et 14 janvier, à l'occasion de la visite officielle de Pierre-Henri Teitgen à Rennes. Le ministre de l'Information rencontra les différents groupements de gauche et leur rappela de nouveau l'impossibilité pour son ministère de satisfaire toutes les demandes et la nécessité d'arriver à une entente. Il ne parvint non plus ce jour-là à aucun résultat concret. Pourtant, l'idée pour qu'un troisième quotidien voie le jour à Rennes commençait à prendre forme.

4. «Compléter l'arc-en-ciel politique»

Quelques jours après sa visite, le ministre de l'Information faisait connaître sa décision à la direction de l'Information de Rennes : «À la suite de mon voyage à Rennes, de l'exposé que vous m'avez fait de la situation et des entretiens que j'ai eus avec M. le Commissaire de la République, M. Le Préfet d'Ille-et-Vilaine, les membres du Comité de Presse et les représentants des différents partis et des différentes organisations intéressées, il m'a paru que le premier journal politique quotidien susceptible d'être publié à Rennes devait être confié à une société qui grouperait, comme il a été admis, les représentants des tendances socialiste et radicale-socialiste, avec une légère majorité au profit de la tendance socialiste. [...] Dès qu'une entente définitive sera intervenue entre les représentants des partis socialiste et radical-socialiste, vous voudrez bien m'en avvertir et me communiquer le dossier de cette affaire. Je vous adresserai en retour l'autorisation de publication du journal dont il s'agit»⁵⁹. Très vite, le parti socialiste et le parti radical-socialiste parvinrent à un accord selon lequel le comité de direction et le conseil d'administration seraient composés à égalité de sièges⁶⁰. Comme l'avait souhaité

⁵⁹ Lettre du 26 janvier 1945, Arch. nat., F 41 1472.

⁶⁰ Lettre du 5 février 1945 d'H. Fréville au ministre de l'Information, Arch. nat., F 41 427.

Pierre-Henri Teitgen, le parti socialiste y avait une influence prépondérante puisque les deux partis s'entendirent pour confier la direction du journal à un socialiste, Yves Lavoquer. Il s'intitula *La République sociale* et reçut l'autorisation de paraître le 7 avril 1945 ainsi qu'une attribution de papier pour un tirage de 100 000 exemplaires. Il publia son premier numéro le 21 avril suivant. En même temps qu'il donnait cette autorisation de paraître, le Gouvernement eut la satisfaction de voir que sa décision ne soulevait pas trop de remous parmi les autres prétendants. En compensation du refus qui lui avait été signifié de posséder un quotidien, le Front national eut la satisfaction de publier un hebdomadaire régional⁶¹. D'autre part, depuis le congrès national, tenu à Paris du 23 au 28 janvier 1945 où la majorité des participants avaient écarté l'idée d'une fusion de tous les mouvements de résistance et s'étaient rapprochés du parti socialiste, le mouvement de Libération nationale en Bretagne n'avait plus les mêmes ambitions au sujet du quotidien qu'il avait réclamé. Quant à Charles Fredouët, il reçut, comme les autres journaux non quotidiens, assez de papier pour publier *L'Ouest-Journal* toutes les semaines. C'est alors que le parti communiste commença à manifester ses prétentions.

Le jour même où Pierre-Henri Teitgen se trouvait à Rennes, le parti communiste fit savoir qu'il était, lui aussi, candidat pour diriger un quotidien régional. «J'ai l'honneur de vous présenter, au nom des régions du parti communiste français d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Finistère, du Morbihan, une demande de quotidien régional du PCF. Cette demande vous est faite au nom des 25 000 membres du PCF de la région, forts de leur activité patriotique et militaire pendant l'Occupation. [...] Ce journal sera pour nous le moyen indispensable de promouvoir notre politique d'unité du peuple français en vue d'accroître l'effort de guerre de la France, c'est-à-dire en vue d'aider nos vaillants soldats à libérer les ports de l'Atlantique, en vue d'accélérer la renaissance de l'économie de nos régions pour que, dans l'ensemble, la participation de la France à la victoire commune s'accroisse chaque jour»⁶². Pour faire valoir ses droits, le Parti indiquait que le nouveau quotidien, qui aurait pour titre *L'Avenir de l'Ouest*, serait le prolongement de *La Bretagne ouvrière* clandestine. Sa direction serait assurée par Roger Perennez ; il aurait pour rédacteur en chef Pierre Moalic, directeur de

⁶¹ Intitulé *Le Patriote de l'Ouest*, celui-ci commença à paraître le 17 mars 1945 et était le résultat de la fusion des hebdomadaires que le mouvement avait publiés dans les quatre départements bretons depuis la Libération : *Le Patriote des Côtes-du-Nord*, *Patrie* dans le Finistère, *Le Pays gallo* en Ille-et-Vilaine et *L'Union morbihannaise*.

⁶² Lettre du 13 janvier 1945 de Roger Perennez, secrétaire régional d'Ille-et-Vilaine, à H. Fréville, Arch. nat., F 41 1473.

L'Aube nouvelle et pour gérant Théo Le Coz qui avait également participé à la fondation de l'hebdomadaire briochin. Son tirage était fixé à 100 000 exemplaires.

Malgré les inconnues liées à une telle demande et signalées aussitôt par le directeur de l'Information⁶³, le Parti entreprit sans attendre la réponse du ministère, de porter la nouvelle à la connaissance de ses militants. «Nous sommes heureux», fait savoir *L'Aube nouvelle* dans son numéro du 17 janvier 1945, «d'annoncer à tous les adhérents et sympathisants que les régions communistes de l'Ouest viennent de demander au ministère de l'Information l'autorisation de faire paraître un quotidien régional qui s'appellerait *L'Avenir de l'Ouest* et qui serait édité par les presses actuellement sous séquestre à Rennes». Bientôt, cette demande d'autorisation fit l'objet d'une campagne systématique dans les quatre hebdomadaires que le Parti éditait en Bretagne. «Nous n'avons pas encore reçu de réponse favorable du Ministre de l'Information qui lui-même parlait à Rennes devant les représentants de la presse de la nécessité de "compléter l'arc-en-ciel" politique dans la presse régionale et nous prétendons faire partie de cet "arc-en-ciel" à divers titres», écrit de son côté *L'Aurore* en première page le 17 mars suivant.

On peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé le parti communiste à solliciter aussi tardivement l'autorisation de publier un quotidien sous son autorité. Sans doute, l'idée de donner la priorité à un quotidien patronné par des mouvements de Résistance n'était-elle pas sans arrière-pensée. Il savait qu'il pourrait toujours faire prévaloir ses points de vue par l'intermédiaire du Front national. En effet, en cette période où ce Mouvement dépendait déjà totalement de lui, un journal commun permettrait de satisfaire les besoins de l'opinion communiste. Mais, dès qu'elle fut connue, la solution arrêtée par le ministère de l'Information d'autoriser *La République sociale*, de tendance socialiste et radicale, remettait en cause ses plans et l'obligea à durcir sa position. Le directeur de l'Information de Rennes dut recevoir une délégation des responsables départementaux et régionaux venue plaider la cause du journal quotidien. Si elle n'obtenait pas satisfaction, elle menaçait de porter à la connaissance de la nation du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, par l'intermédiaire de Florimond Bonte, la discrimination dont le Parti était

⁶³ «J'ai transmis au ministère votre demande de quotidien régional au nom des régions bretonnes du parti communiste français. Vous n'ignorez pas les difficultés d'ordre technique que présente, en ce moment, la parution de nouveaux journaux. La pénurie de papier est telle qu'actuellement seule la parution d'un nouveau quotidien peut être envisagée, ce qui complique singulièrement la tâche du Ministère, déjà saisi de plusieurs demandes» (Réponse du 18 janvier 1945 de H. Fréville à R. Perennez, Arch. nat., F 41 1473).

l'objet⁶⁴. «Est-ce que l'arc-en-ciel politique serait complet dans notre région, s'interroge encore *L'Aurore* en «une» de son numéro du 31 mars 1945. Ou bien veut-on empêcher notre parti d'avoir son quotidien, au même titre que les autres partis politiques. Nous posons la question et notre parti, qui a tant fait sous l'occupation nazie, peut parler au nom de ses fusillés, de ses déportés. Depuis la Libération, il s'est développé considérablement, il est actuellement le plus fort parti politique de l'Ouest et c'est au nom de nos dizaines de milliers d'adhérents que nous réclamons l'autorisation de notre quotidien». Or, la représentation du Parti dans l'Ouest était également l'une des interrogations du ministre à laquelle la première consultation électorale permettrait d'apporter une réponse. «Il ne paraît pas certain que le parti communiste des régions de l'Ouest puisse disposer d'un public suffisant pour éviter le bouillonnement d'un quotidien dont il aurait la direction. Seules des élections permettront de fixer l'importance de l'influence du parti communiste en Bretagne et leurs résultats pourront justifier alors la demande de création de quotidien»⁶⁵.

Comme l'on sait, les premières consultations électorales en France après la Libération furent les élections municipales des 29 avril et 13 mai 1945. À l'instar des autres régions, celle de l'Ouest vit progresser le parti communiste. Avec plus de 1 000 conseillers municipaux et des dizaines de maires et d'adjoints élus dans les quatre départements, il pouvait faire valoir la légitimité de son désir de posséder un quotidien. Pourtant, le ministère resta sourd à sa demande. Il est vrai qu'une réponse positive n'aurait pas manqué de poser quelques problèmes. La pénurie de papier limitait toujours les possibilités de progression des titres paraissant déjà. Il était en outre impossible de convaincre les dirigeants des imprimeries d'*Ouest-France* et de *La République sociale*, seules capables de supporter une telle charge de travail, d'imprimer le journal communiste. Le quotidien de tendance MRP s'y opposait pour des raisons idéologiques et le journal dirigé par Yves Lavoquer pouvait légitimement y voir un concurrent susceptible de lui enlever des lecteurs qui lui étaient indispensables tant son équilibre financier était précaire. Enfin, en raison de la présence du socialiste François Tanguy-Prigent au gouvernement, les réticences du ministère de l'Information à donner une suite favorable au parti communiste pouvaient aussi s'expliquer par le souci de ne pas modifier les rapports entre les deux partis ouvriers sur les plans local et régional. D'autres événements vinrent encore retarder la demande communiste.

⁶⁴ Cf. lettre du 7 avril 1945 du directeur régional de Rennes au ministre de l'Information, Arch. nat., F 41 1473.

⁶⁵ Lettre du 23 avril 1945 du ministre de l'Information au directeur régional de Rennes, Arch. nat., F 41 1473.

Un quotidien intitulé *L'Avenir de l'Ouest*⁶⁶ paraissait déjà à Nantes depuis le 15 mars 1945 et il était impossible de réutiliser ce titre pour une nouvelle publication à Rennes. D'autre part, à partir du 30 mai 1945, un remaniement ministériel avait remplacé Pierre-Henri Teitgen par Jacques Soustelle et les dirigeants communistes se devaient donc de reprendre les négociations avec un nouvel interlocuteur. Une lueur d'espoir apparut lorsque le nouveau ministre reçut, le 21 juin, une délégation conduite par Marcel Cachin et Alain Signor, et lui déclara qu'il était «juste que notre parti ait, dans l'Ouest, un moyen d'expression quotidien, en considération des résultats électoraux qu'il a obtenus et du nombre d'adhérents, et qu'il donnerait une réponse définitive dans un très court délai»⁶⁷. Mais, malgré la pression que le Parti maintenait pour faire valoir ses droits⁶⁸, la réponse tardait. Comprenant qu'il risquait de ne pas avoir plus de succès avec M. Soustelle qu'il n'avait eu avec M. Teitgen, les communistes essayèrent une nouvelle voie pour arriver à leur fin : le rapprochement avec les socialistes.

5. Un journal commun avec les socialistes

L'idée de collaborer avec les socialistes était d'autant plus facile à proposer que ceux-ci avaient déjà manifesté dans un passé récent leur souhait d'unité d'action. En particulier, dans une motion proposée par Jules Moch et votée à l'unanimité au cours du congrès national extraordinaire

⁶⁶ Contre l'avis du Comité départemental de Libération de la Loire-Inférieure, le ministère de l'Information autorisa Jacques Chombart de Lauwe, ancien chef des FFI du département, plus connu sous le nom de colonel Félix, à publier un organe quotidien de tendance conservatrice sous le titre de *L'Avenir de l'Ouest*. Il a paru à Nantes du 15 mars 1945 au 10 août 1948. Curieusement, ce n'est que trois mois plus tard que la presse hebdomadaire communiste protesta contre cette parution. «Tous nos amis, peut-on lire dans *L'Aurore* publiée à Quimper, savent que notre Parti a formulé, voici des mois, une demande d'autorisation d'un quotidien. Pour cela, nous avions déposé à l'Information, à Rennes, le dossier de constitution du journal *L'Avenir de l'Ouest*. Nous étonnerons fort nos lecteurs en leur apprenant que *L'Avenir de l'Ouest* paraît à Nantes, mais ce n'est pas le nôtre, c'est une feuille appartenant à un faux bonhomme qui se pare du titre de «colonel» pour mieux cacher sa marchandise nazie. Il n'est pas de jour où le prétendu *Avenir* n'attaque notre Parti, n'insinue des perfidies contre l'Union soviétique et contre l'unité des alliés. Au moment même où M. Teitgen s'appliquait, par toutes sortes de manœuvres, à empêcher notre quotidien de paraître, à Nantes, il autorisait donc ce prétendu *Avenir*. Alors qu'à Rennes, il arguait de la «faiblesse» de notre Parti pour nous refuser notre quotidien, à Nantes, il se préoccupe peu des forces que cachait cette façade de *L'Avenir réactionnaire*» (*L'Aurore*, 16 juin 1945).

⁶⁷ «Notre quotidien régional paraîtra bientôt», *L'Aurore*, 7 juillet 1945.

⁶⁸ Cette pression s'exerça non seulement par des articles répétés dans les organes hebdomadaires que le Parti possédait dans la région mais aussi par des lettres personnelles des maires communistes ou des motions votées dans les sections et adressées aux préfets des quatre départements.

des cadres des fédérations reconstituées dans la Résistance réuni à Paris du 9 au 12 novembre 1944, ils avaient renouvelé au parti communiste «l'offre d'unité déjà faite dans la lutte clandestine»⁶⁹. La proposition fut acceptée le 16 novembre et une commission mixte se réunit pour la première fois le 4 décembre et se transforma quinze jours plus tard, le 19 décembre, en un comité d'entente qui se divisa en trois commissions : une commission d'arbitrage, une commission d'unité d'action pour se mettre d'accord sur des actions déterminées et un comité d'unité organique pour étudier la fusion des deux partis en une nouvelle entité.

Malgré quelques manifestes sur lesquels ils réussirent à se mettre d'accord, comme l'épuration, la condamnation des hommes de Vichy et les nationalisations, ils ne parvinrent jamais à la fusion⁷⁰. Dans la préparation des élections municipales, le parti socialiste refusa même la constitution de listes communes avec son partenaire et lui indiqua, «au début de juin, après six mois d'expérience de l'unité d'action, que le moment n'était pas encore venu de réaliser l'unité organique, dans l'intérêt de l'unité d'action, et qu'il fallait persévérer dans la pratique de celle-ci pour établir entre les deux partis une atmosphère de pleine confiance»⁷¹.

Rien ne permet de préciser que, dans l'esprit des socialistes, la presse fut un domaine de collaboration possible, ce qu'il semblait être pour les communistes. Déjà, dans la *Charte d'Unité* qu'ils proposèrent aux socialistes et qu'ils portèrent à la connaissance des lecteurs de *L'Humanité* du 12 juin 1945, il était stipulé dans le huitième point des «bases fondamentales du parti ouvrier français» que la presse devait être dirigée par l'organisme central du Parti et que les «journalistes, écrivains et orateurs du Parti [devaient] défendre une même politique, la politique du Parti déterminée démocratiquement par les membres du Parti dans les assemblées et congrès du Parti». Quinze jours plus tard, le 28 juin, au cours du X^e congrès que les communistes tinrent à Paris, porte de Versailles, du 26 au 30 juin, Jacques Duclos développa l'idée en la précisant dans un projet de charte qui serait soumis aux socialistes : «La propagande sera désormais organisée en commun à travers tout le pays en rassemblant les hommes et les moyens dont disposent les deux partis. Un accord interviendra sans délai pour régler la collabora-

⁶⁹ MOCH, Jules, *Arguments socialistes*, Paris, Éd. de la Liberté, 1945, p. 87-88. Sur l'offre d'unité dans la clandestinité, cf. SADOUN, Marc, *Les socialistes sous l'Occupation. Résistance et collaboration*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1982, p. 194-202.

⁷⁰ «En réalité, remarque Jacques Fauvet, ni les uns ni les autres ne croient à la fusion des deux Partis et leur maxime commune pourrait être : «En parler toujours, n'y penser jamais». La seule existence du Comité vise plutôt, dans l'esprit des socialistes, à empêcher les communistes de les tromper avec les survivants du radicalisme et, dans l'esprit des communistes, à retenir les forces neuves de la Résistance. En fait, si les deux partis sont face à face, chacun d'eux louche déjà vers sa droite» (*op. cit.*, p. 149-150).

⁷¹ MOCH, Jules, *ibid.*, p. 91.

tion de camarades socialistes à *L'Humanité* et à l'ensemble de la presse communiste, ainsi que la collaboration de camarades communistes au *Populaire* et à l'ensemble de la presse socialiste»⁷².

Ces propositions au plan national furent presque immédiatement relayées au niveau local. Après avoir protesté contre le refus du ministre de l'Information de leur accorder leur journal quotidien, les fédérations communistes bretonnes, «dans le but de tout faire en vue de l'unité des deux partis ouvriers, désirée à l'unanimité des socialistes et des communistes, décidaient, avant toute autre action, une démarche auprès des fédérations socialistes de l'Ouest au sujet de l'unité à réaliser immédiatement dans la presse»⁷³. Le jour même où Jacques Duclos présentait le projet de charte au congrès de son parti, les secrétaires fédéraux communistes de l'Ouest, qui s'étaient réunis à Rennes le 17 juillet pour examiner la question de leur quotidien, laissaient croire que l'unité avec les socialistes était sur le point de se réaliser en Bretagne⁷⁴. Reprenant une idée déjà émise lors de la rencontre du 12 janvier, ils préconisèrent de nouveau la création d'un quotidien qu'ils dirigeraient avec le parti socialiste, en faisant valoir que l'unité d'action manifestée à l'intérieur d'un même journal pourrait être une garantie pour la prospérité de *La République sociale*. «Nous constatons actuellement que nos rapports dans l'Ouest deviennent chaque jour plus étroits, que partout ont lieu des réunions communes. Aussi estimons-nous venu le moment de discuter franchement de la question du journal. L'expérience a prouvé que seule l'unité de nos deux partis, dont la force s'est affirmée en commun au cours des récentes élections municipales, peut faire vivre et prospérer un quotidien. Il est certain que les difficultés rencontrées par *La République sociale* n'existeraient plus si cet organe devenait celui de l'unité. Autrement, il est à craindre que des ingérences extérieures ne transforment rapidement cet organe. Nous ne pouvons vous cacher que nous avons appris avec appréhension que des propositions étaient faites dans ce sens, en relation avec certaines candidatures officieuses, qui ne correspondent pas à l'esprit de la démocratie dans la bataille que nous menons en commun pour la Constituante. Aussi, notre Fédération vous demande-t-elle de bien vouloir examiner en détail ce problème et de nous indiquer *par écrit* si vous pensez que *La République sociale* doit se transformer et devenir l'organe de l'unité où socialistes et communistes travailleront fraternellement sur le pied d'égalité. [...] Si vous désirez, avant de nous rendre réponse, une réunion com-

⁷² *L'Humanité*, 29 juin 1945.

⁷³ *L'Aurore*, 14 juillet 1945.

⁷⁴ «Heureux de constater que les fédérations socialistes ont répondu dans un sens unitaire aux demandes d'organisation d'une presse commune, ils [les secrétaires fédéraux communistes de l'Ouest] ont décidé, avant toute autre action publique, de renouveler leur démarche car ils sont fermement persuadés que l'unité ouvrière se trouverait grandement facilitée par la création d'un organe commun. Ils ont fait dans ce sens, au nom de leurs fédérations, des propositions précises d'unité» (*L'Aurore*, 28 juillet 1945).

mune, nous sommes à votre entière disposition. Nous vous demandons seulement, camarades, d'agir au plus vite afin que nous puissions au cours de la semaine prochaine prendre toutes les dispositions utiles à notre action»⁷⁵. Plusieurs événements les incitaient à adopter cette stratégie.

Il y avait d'abord eu la naissance, le 21 juin 1945, du Mouvement Unifié de la Renaissance Française (MURF) suivie, le 25 juin, de celle de l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR). Ces deux fondations résultaient des divergences apparues à la fin du mois de janvier parmi les Mouvements de Résistance à l'occasion des congrès du Mouvement de Libération nationale (MLN) et du Front national. À celui du MLN, les délégués avaient eu à trancher entre deux perspectives. «Fallait-il accélérer la tentative de rassemblement des mouvements, engager des négociations avec les partis et les syndicats pour fédérer tous les non communistes sur la base du programme du CNR dans la perspective d'un socialisme travailliste ? Ou établir une fusion de tous les résistants, y compris ceux du Front national, et avaliser la tactique d'unité sans exclusive de tous les clandestins dont les communistes sont les défenseurs les plus déterminés ?⁷⁶ À l'issue des débats, la tendance «fédéraliste» fut préférée à la tendance «fusionniste», marquant ainsi la victoire des socialisants sur les communistes. Quelques jours plus tard, au congrès du Front national où le thème de l'union nationale fut mis en avant, un glissement vers le parti communiste apparut à travers l'adoption de certaines motions comme le principe de listes communes dès les premières élections, l'approbation pour le 14 juillet suivant des États généraux de la Renaissance française et, surtout, la fusion des organisations de Résistance sur le plan local puisque le MLN en rejetait l'idée sur le plan national.

Cette dernière motion fut accueillie avec intérêt en Bretagne et plus particulièrement en Ille-et-Vilaine où certains voulurent la faire passer dans les faits au sein des partis politiques, ainsi qu'à l'intérieur de *La République sociale*.

Au parti radical-socialiste, Clément Heurtier, pharmacien à Rennes, membre du Mouvement Libération-Nord sous l'Occupation et président du Comité départemental de Libération à la fin de la guerre, voulait un rapprochement avec les communistes et s'opposait ainsi au docteur Arthur Quentin, président de la fédération départementale du Parti, favorable au contraire à la constitution d'une liste d'union des gauches pour les élections⁷⁷. Le parti socialiste connaissait également des divisions qu'il étala

⁷⁵ *L'Aurore*, 11 août 1945.

⁷⁶ RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République. 1 : L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Paris, Éd. du Seuil, 1980, p. 83.

⁷⁷ Cf. Rapport du 3 septembre 1945 du directeur régional de l'Information au ministre de l'Information, Arch. nat., F 41 2689.

au grand jour lors de son congrès fédéral tenu à Rennes le 5 août 1945. Charles Foulon, secrétaire du Comité de Libération, et Fernand Robert, professeur à la faculté des lettres de Rennes, militaient pour un rapprochement avec le parti communiste ; Eugène Quessot, secrétaire de la fédération départementale, conseiller général de Rennes et premier adjoint au maire de la ville, et Yves Lavoquer se contentaient, pour leur part, de prôner une unité d'action avec lui. Finalement, tout le monde se prononça pour la fusion des deux partis mais demanda d'attendre les résultats des élections d'octobre à la Constituante pour passer à l'action⁷⁸.

Les clivages qui s'opéraient à l'intérieur des partis socialiste et radical-socialiste, actionnaires de *La République sociale*, divisèrent également la rédaction du journal. Le quotidien socialo-radical avait été lancé le 21 avril 1945 en présence du ministre de l'Information, du commissaire de la République et du délégué régional de l'Information, mais avait connu très vite des difficultés financières. Tiré à 40 000 exemplaires, il avait un bouillonnement très important, sa diffusion sur l'ensemble de la région ne dépassant guère les 25 à 30 000 numéros. Malgré les talents journalistiques de son directeur, Yves Lavoquer, et de son rédacteur en chef, Raymond Pouchat, ancien secrétaire de rédaction au *Populaire de Paris*, le journal n'arrivait pas à s'imposer, souffrant en particulier de l'absence dans son équipe de direction d'un spécialiste de l'administration et de la vente. Très vite, il commença à accumuler des déficits qui s'alourdisaient au fil des semaines. Pour les combler, les deux principaux responsables préconisaient des méthodes opposées. Le rédacteur en chef voulait un rapprochement avec les communistes. Il profita de ce que le directeur était absorbé par des tâches administratives pour orienter le journal dans ce sens et n'hésita pas à fomentier une grève pour faire triompher son point de vue. Bientôt les relations entre les deux hommes devinrent tellement tendues qu'il fallut licencier Raymond Pouchat et l'exclure du parti socialiste. Ce qui ne l'empêcha pas de continuer à plaider pour sa solution à l'intérieur du comité de presse⁷⁹.

⁷⁸ Cf. *l'Aurore socialiste*, 11 août 1945.

⁷⁹ Cf. Lettre du 12 novembre 1945 du Directeur régional de l'Information à Rennes au ministre de l'Information, Arch. nat., F 41 424 : «Je vous signale que mardi 6 courant, à la séance du Comité de presse, M. Pouchat, ex-rédacteur en chef de *La République sociale*, a soulevé la question du quotidien communiste. Se disant l'interprète des communistes, il a insisté pour que le ministère de l'Information prenne une position nette en ce qui concerne l'attribution à ce parti d'un quotidien à propos duquel le Comité de presse a émis en août un avis favorable. M. Pouchat a d'ailleurs souligné que si les communistes tiennent à ce que le ministère de l'Information leur accorde un quotidien en propre, il serait dans leurs intentions d'en faire un organe de «l'Union des Gauches», c'est-à-dire une «*République sociale*» élargie, mais groupant des personnalités qui seraient d'accord sur une politique commune se rapprochant de celle des MUR». Raymond Pouchat avait été nommé membre du Comité de presse en juin 1945 à la suite de la modification de la composition du Comité après le départ de M. Leroux de la direction de l'Information, le passage de M. Chèvre de *La Voix de l'Ouest* à *Ouest-France* et la création de *La République sociale*. Après son exclusion du journal et du parti socialiste, il sollicita un poste au *Dauphiné libéré* à Grenoble.

Pour Yves Lavoquer, au contraire, il fallait coûte que coûte préserver l'indépendance du journal par rapport aux communistes. Participant à de nombreuses réunions d'information au cours de l'été en prévision des élections à venir, il s'attacha toujours à ne recommander qu'une unité d'action avec eux. Dans les colonnes du journal, il suivit la position de Léon Blum qui, dans une série d'articles publiés avant le congrès socialiste, rejetait toute idée de fusion organique⁸⁰, et ne faisait pas mystère de quitter la direction du journal si l'équilibre socialo-radical était remis en cause⁸¹. Mais, pour faire triompher ses idées, il lui fallait trouver des sources de financement et combler les déficits de son journal.

Moins d'un mois après la parution du premier numéro, le directeur de l'Information à Rennes alertait le commissaire de la République sur les difficultés financières de *La République sociale* et s'interrogeait déjà sur sa survie «si des mesures spéciales n'étaient pas prises d'ici peu de temps en sa faveur»⁸². Début octobre 1945, son déficit dépassait les deux millions de francs et, un mois plus tard, son passif était tel que l'administration séquestre dut menacer de ne plus l'imprimer si, à la date du 15 novembre, il n'avait pas satisfait à ses échéances financières. Pour expliquer la situation désastreuse de son titre, Yves Lavoquer invoquait les prix excessifs qui lui étaient imposés par l'imprimerie du *Petit Parisien* tandis qu'une enquête technique diligentée par le service de l'Information relevait ainsi les causes du mauvais équilibre financier du journal : frais généraux trop élevés, personnel trop nombreux, tirage trop réduit par rapport à la multiplicité des éditions qui occasionnait un surcoût dans la composition et la confection des clichés⁸³. Face à ces échéances délicates, son directeur réussit toujours à trouver les fonds nécessaires pour passer les caps difficiles. Dans son rapport du 3 juin 1945, le préfet de l'Ille-et-Vilaine indiquait au commissaire de la République que *La République sociale* vivait «de subventions privées ou officielles» et, dans un autre rapport en date du 3 octobre 1945, il lui signala aussi qu'il était intervenu «pour soutenir l'octroi d'une avance de fonds, sollicité auprès de la BNCI, de 1 200 000 francs, indispensable à des paiements immédiats, et pour appuyer auprès de l'administration des Domaines, séquestre de l'imprimerie du journal, une requête tendant à éviter la suspension de la publication»⁸⁴. Il semble également que, pour continuer à paraître, elle ait béné-

⁸⁰ Ces articles ont été réunis dans une brochure intitulée *Le problème de l'unité* et publiée aux Éditions de la Liberté.

⁸¹ Cf. rapport du directeur régional de l'Information au cabinet du ministre de l'Information, Arch. nat., F 41 1473.

⁸² Note du 14 mai 1945, Arch. nat., F 41 428.

⁸³ Cf. note du 3 janvier 1946 du service technique au ministère de l'Information et lettre du 10 janvier 1946 du directeur des Domaines de la Seine à la direction de la Presse, Arch. nat., F 41 1556.

⁸⁴ Arch. dép. Ille-et-Vilaine. 43 W 167.

ficié des largesses gouvernementales⁸⁵. Ce qui lui permit de ne pas capituler en face des prétentions communistes.

*

**

En 1939, le parti communiste ne publiait en Bretagne qu'un organe régional diffusé sur une partie de la région. Au lendemain de la Libération chaque département breton possédait un hebdomadaire. En 1945, le Parti aurait encore voulu étendre son influence en disposant d'un quotidien. Pour atteindre ce but, il a d'abord favorisé la création d'un journal patronné par le Front national où il était sûr de disposer d'une influence prépondérante. Dans l'impossibilité de faire accepter cette idée, il a ensuite cherché à obtenir pour lui seul une autorisation de créer un titre avant de vouloir jouer un rôle dans *La République sociale* dont la direction était partagée entre le parti socialiste et le parti radical. Aucun des deux ministres qui ont dirigé le ministère de l'Information de septembre 1944 à décembre 1945 n'a voulu prendre en considération les demandes des communistes. En janvier 1945, au moment où la création d'un troisième quotidien à Rennes commença à être sérieusement envisagée, ils furent même exclus des discussions qui eurent lieu entre les socialistes et les radicaux et qui aboutirent à la fondation de *La République sociale*⁸⁶. Sans doute, pour Pierre-Henri Teitgen, la pénurie de papier puis la nécessité d'attendre le résultat des premières élections pour évaluer ce que représentait exactement le parti communiste sur l'échiquier politique pouvaient expliquer une réponse régulièrement différée. Lorsqu'il lui succéda à partir du 30 mai 1945, Jacques Soustelle pouvait difficilement avoir recours aux mêmes arguments. Même si la question du papier était loin d'avoir été réglée, la situation s'était un peu améliorée. Le ministère de l'Information continuait à délivrer les autorisations de paraître et, en Bretagne, après avoir publié leurs premiers numéros sous forme bimensuelle, les périodiques pouvaient désormais paraître chaque semaine depuis le 13 février⁸⁷. D'ailleurs, lorsqu'il reçut une délégation venue lui présenter le projet du quotidien le 21 juin, le nouveau ministre crut pouvoir promettre à ses

⁸⁵ Le 27 octobre 1945, dans son éditorial de *l'Aube nouvelle*, Marcel Hamon évoquait ainsi la question au sujet d'une subvention accordée par M. Diethelm, ministre de la guerre : «Peut-on poser une question à M. Lavoquer ? Est-ce que le journal *La République sociale* a gardé les 3 millions que M. Diethelm, lui a versés il y a quelques semaines ?» Peu avant le référendum d'octobre 1945 où le journal invitait ses lecteurs à répondre par un double oui aux deux questions qui allaient être posées, le ministère de l'Information lui fit également parvenir la somme de 2 millions de francs qui furent versés à M. de Kerambrun, premier président de la cour d'appel à Rennes et actionnaire du journal.

⁸⁶ Cf. rapport du 4 juin 1945 de la région Ouest du parti communiste au directeur régional de l'Information, F 41 1473.

⁸⁷ Arrêté n° 444 du commissaire de la République, *Bulletin officiel du commissariat de la République de Rennes*, n° 22, p. 21.

visiteurs une réponse positive assez rapide. Mais bientôt, Jacques Soustelle se réfugia aussi dans des réponses dilatoires, comme la possibilité de publier le quotidien à Nantes⁸⁸, afin de mieux retarder le projet. On peut considérer que le congrès du parti socialiste du 12 au 15 août, en rejetant le principe même de l'unité organique des deux partis, rendait impossible tout rapprochement entre eux en vue d'un partage de responsabilité à l'intérieur de *La République sociale* et, par conséquent, mettait un terme à l'espoir des communistes d'avoir dans l'immédiat un quotidien dans l'Ouest.

On peut s'interroger sur les causes de cet échec résultant à la fois du refus du Gouvernement de donner l'autorisation nécessaire, une fois la crise du papier en partie résorbée, et de celui des socialistes de laisser entrer les communistes dans le capital du journal qu'ils dirigeaient avec le parti radical.

La facilité avec laquelle *La République sociale* a pu combler des déficits successifs offre peut-être une clé pour comprendre cet échec. Il est indéniable que les communistes ont vu leurs forces progresser au lendemain de la Libération et ce progrès aurait dû lui permettre, comme dans d'autres régions, d'aller jusqu'au bout de son projet de création d'un quotidien. D'ailleurs, sur place, les représentants du ministère de l'Information l'admettaient volontiers⁸⁹. Mais la disposition d'un tel moyen de propagande, ajouté aux hebdomadaires que le Parti possédait déjà dans les quatre départements bretons, lui aurait encore permis d'étendre son influence, en particulier aux dépens du parti socialiste, sorti affaibli de la guerre. Une telle modification de l'équilibre politique était difficilement acceptable tant pour les centristes du MRP que pour les socialistes de la SFIO.

À cette explication, propre à la situation politique sur le plan régional, on peut en ajouter une autre, propre à la situation interne du parti communiste. Même si les hebdomadaires publiés par le Parti sur la région continuèrent à revendiquer le droit de créer un quotidien après le refus essuyé au congrès socialiste du mois d'août⁹⁰, cette demande se fit ensuite moins pressante et moins insistante pour disparaître au début de 1946. Sans doute les communistes avaient-ils tiré les leçons des élections qui s'étaient déroulées au cours de l'automne et où leur progression avait commencé à mar-

⁸⁸ L'éventualité de la création d'un quotidien communiste à Nantes aurait évidemment satisfait la fédération de Loire-Inférieure. Mais elle aurait surtout arrangé le ministère de l'Information qui avait permis à *La Résistance de l'Ouest* de s'affranchir de la tutelle du Comité départemental de Libération où étaient représentées les différentes sensibilités politiques. Voir *supra*, note 11. Pour la fédération communiste de l'Ille-et-Vilaine, l'hypothèse d'une impression à Nantes ne pouvait être retenue car la ville était trop excentrée, rendant difficile une diffusion du journal dans le Finistère et les Côtes-du-Nord.

⁸⁹ «Il est évident que l'apparition d'un journal peut être légitimement réclamée par le parti communiste», écrit H. Fréville le 4 juin 1945 au ministère de l'Information, Arch. nat., F 41 1473.

⁹⁰ Voir par exemple *Le Réveil d'Ille-et-Vilaine*, 25 novembre 1945 ; *L'Aurore*, 24-30 novembre 1945, 8 décembre 1945 ; *L'Aube nouvelle*, 31 novembre 1945.

quer le pas. Le départ du général de Gaulle le 20 janvier 1946 allait aussi les obliger à revoir leurs positions à l'égard des socialistes. Ils avaient connu enfin en novembre 1945 le dénouement d'une crise interne, portée à la connaissance de tous par la décision de la fédération du Front national des Côtes-du-Nord de se séparer du Front national régional⁹¹. La perte de ces lecteurs et le maintien de *La République sociale* laissaient peu de chances à la viabilité d'un nouveau quotidien. Le parti communiste décida donc de surseoir à la création de ce journal qu'il avait si instamment demandée durant les premiers mois de 1945, et d'attendre des circonstances plus favorables. Celles-ci se présentèrent trois ans plus tard, en 1948. Le Parti lança *Ouest-Matin* à partir du 31 octobre en s'appuyant sur son lectorat traditionnel, les socialistes qui avaient milité pour une fusion de leur parti avec lui et les chrétiens progressistes⁹². À cette date, il n'avait plus à affronter la concurrence de *La République sociale*. Après être passée sous le contrôle de Max Boyer, directeur du *Maine libre* au Mans, en décembre 1946 et avoir tenté de trouver un nouveau lectorat en modifiant son titre en *Ouest Républicain* le 1^{er} avril 1947 puis en *Ouest républicain de Bretagne et de Normandie* le 16 juin 1947, elle avait disparu le 15 novembre 1947.

Yves GUILLAUMA

RÉSUMÉ

La presse a toujours joué un rôle important dans la vie du parti communiste français. Sous la III^e République, les journaux qu'il a créés en Bretagne ont connu des évolutions diverses, avant d'être interdits par le gouvernement Daladier à la veille de la seconde guerre mondiale. Au lendemain de la Libération, à côté des quatre hebdomadaires qu'il a animés dans chacun des départements, il a voulu également, comme dans la plupart des autres régions françaises, lancer un quotidien régional pour représenter la sensibilité de «gauche» dans l'éventail de la presse quotidienne bretonne. La bataille menée pour obtenir l'autorisation nécessaire éclaira le rôle joué par le gouvernement pour la mise en place de la «nouvelle presse» en 1944-1945, mais aussi les relations que le parti communiste a entretenues avec les autres partis de gauche, en particulier avec le parti socialiste, et les clivages que ceux-ci connaissaient alors.

⁹¹ Jean Devienne, dit «François», responsable du Front national dans les Côtes-du-Nord et membre du parti socialiste, préféra proposer la dissolution du mouvement au cours de la réunion du comité directeur le 29 novembre 1945 plutôt que de l'inféoder au parti communiste.

⁹² Le nouveau quotidien était dirigé par Henri Denis, professeur à la faculté de droit à Rennes et l'un des sept membres fondateurs de l'Union des chrétiens progressistes. Sur cette Union, cf. TRANVOUEZ, Yvon, «Un cryptocommuniste catholique ? Les chrétiens progressistes en France, du début de la Guerre froide à la mort de Staline (1947-1953)» dans DELMAS, J. et KESSLER, J., *Renseignement et propagande pendant la Guerre froide (1947-1953)*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1999, p. 227-239.